

# Un cadre rénové pour une agriculture durable :

quelles solutions pour concilier  
compétitivité et protection  
de l'environnement ?



Jeudi 13 Décembre 2007  
Maison de la Chimie

**Organisées  
et présidées par**

**Gérard CÉSAR**  
Sénateur de la Gironde  
Président du Groupe d'études  
sur l'Économie agricole alimentaire

**Antoine HERTH**  
Député du Bas-Rhin

**Sous le haut patronage de**

**Bernard ACCOYER**  
Président de l'Assemblée nationale



# Éditorial

---



Nous sommes heureux de vous accueillir à la Maison de la chimie pour ces troisièmes Rencontres parlementaires sur l'Agriculture durable.



Le contexte a fortement changé depuis la dernière édition de ces Rencontres. Sous l'impulsion du Président de la République et sous la direction du ministre de l'Écologie, le Grenelle de l'environnement est venu redéfinir les politiques publiques dans de nombreux domaines, dont l'agriculture. Ses travaux préparatoires, qui ont permis de réunir autour d'une même table les différents acteurs concernés ont démontré combien l'agriculture était à la croisée de l'ensemble des questions environnementales : protection des milieux, économie des ressources (notamment de l'eau), qualité des productions.

L'agriculteur se voit donc confier un rôle majeur en faveur de la promotion des bonnes pratiques environnementales. Beaucoup a déjà été fait. La prise en compte de la protection de l'environnement dans l'attribution de certaines aides dans le cadre de la PAC a pu favoriser le développement des bonnes pratiques agricoles.

Le Grenelle marque donc l'intégration des problématiques environnementales dans les politiques publiques. Mais la traduction concrète des principes définis fait encore l'objet de nombreux débats. Néanmoins, le constat est désormais partagé quant à la formidable opportunité de croissance et à l'ouverture de nouveaux débouchés rendus possible par ces alternatives durables. Le cas des agro-carburants en est l'illustration la plus souvent citée.

De plus, nous connaissons depuis plusieurs mois une hausse des prix de certains produits agricoles. Cette augmentation commence à produire des effets directement visibles par les consommateurs. Produire est redevenu d'une importance majeure pour notre agriculture.

Pour demeurer la première puissance agricole européenne et pour tirer avantage au mieux de ces nouvelles perspectives, il sera impératif d'innover et de trouver les moyens d'intégrer ces outils nouveaux dans l'agriculture. Une agriculture capable de répondre aux demandes de nos concitoyens en matière de respect de l'environnement mais garantissant un haut niveau de production, voilà un défi majeur.

Nous espérons que ces Rencontres permettront d'apporter les premiers éléments de réponses. Nous souhaitons à tous de bons travaux.

**Gérard CÉSAR**  
Sénateur de la Gironde  
Président du Groupe d'études  
sur l'Économie agricole alimentaire

**Antoine HERTH**  
Député du Bas-Rhin

# Programme

Débats animés par Jean-Michel BLIER, journaliste, chef du Service politique de France 3

## 09h30 Ouverture des Rencontres parlementaires

Gérard CÉSAR, sénateur de la Gironde, président du Groupe d'études sur l'Économie agricole alimentaire

Antoine HERTH, député du Bas-Rhin

## 09h45 Table ronde 1

### Instaurer une bonne gouvernance agricole et écologique ?

#### La « nouvelle Politique agricole commune » et la protection de l'environnement

- Quels bilans du découplage des aides et de la prise en compte de l'environnement dans la PAC ?
- Recentrer l'action publique autour des mesures agri-environnementales : Contrats Territoriaux d'Exploitation (C.T.E.), Contrats d'Agriculture Durable (C.A.D.), éco-conditionnalité, etc. Quelle efficacité de la politique contractuelle dans ces domaines ? Faut-il renforcer le dispositif ?
- Existe-il un modèle européen d'agriculture durable ? Faut-il l'encourager ? L'agriculture durable comme niche pour les agriculteurs européens ?

#### L'intégration des problématiques environnementales aux politiques publiques ?

- Les États Généraux de l'Agriculture, nouvel horizon pour une agriculture compétitive ? Quel bilan des consultations menées ? Quelles traductions concrètes des premières orientations définies ? Quel cadre réglementaire pour l'agriculture de demain ?
- Le Grenelle de l'environnement et sa traduction dans des textes de lois : quel éclaircissement juridique est encore nécessaire ? Les objectifs négociés dans le cadre de contrat pluriannuels sont-ils ambitieux ? Quelles mesures d'accompagnement pour les atteindre ? Quelle concertation pour les évaluations annuelles de ce contrat ?
- Le projet de loi sur la responsabilité environnementale : un cadre équilibré ? Une répartition des responsabilités adéquate ?

#### Les mesures de bonne gouvernance et de promotion des bonnes pratiques agricoles ?

- Quelles procédures d'information du public et une intégration apaisée des innovations en agriculture ?
- L'information du consommateur : la multiplication des labels, des appellations d'origine contrôlée ou des éco-labels, un cadre adéquat ou peu lisible ? Quels efforts d'éclaircissement ?
- La promotion des bonnes pratiques par les professionnels ? Quel progrès ?
- Conditions de travail et risques professionnels : quelle amélioration ? Quels objectifs ? Quel soutien des pouvoirs publics pour valoriser ces efforts ?

#### Président

Antoine HERTH, député du Bas-Rhin

#### Intervenants

Jean-Claude BÉVILLARD, administrateur, secrétaire national en charge de l'Agriculture, France nature environnement

Vincent PERROT, délégué général, Fédération nationale d'agriculture biologique

Gilles POIDEVIN, délégué général, Union des industries de la fertilisation

Guillaume SAINTENY, directeur des Études économiques et de l'évaluation environnementale, ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durables

Nikiforos SIVENAS, directeur de la direction F - Aspects horizontaux du développement rural, Direction générale de l'Agriculture et du développement rural, Commission européenne

Denis TARDIT, président, Syngenta Agro

## 12h30 Déjeuner



## Comment favoriser la compétitivité des alternatives durables ?

### **Compétitivité et respect de l'environnement sont-ils inconciliables ?**

- Comment concilier les besoins des industries et la demande sociale de protection de l'environnement ? Comment produire des biens et des produits dont les coûts puissent être acceptés par le consommateur final ?
- Comment développer et protéger les avantages compétitifs des entreprises françaises ? Quelles sont les filières dynamiques et créatrices d'emploi ?
- Quels modes de financement innovants pour ces nouvelles filières ?
- La loi d'orientation agricole et la logique de création de véritables entreprises agricoles ? Quels effets ? Quels accompagnements nécessaires ?
- Comment se développent les nouvelles filières autour du bio ? Quelles sont leurs besoins spécifiques ? Un cadre réglementaire spécifique est-il nécessaire ?

### **Quelles innovations sont nécessaires pour rendre compétitive l'agriculture ?**

- Vers quels produits et quelles filières doivent se porter les efforts de recherche et développement ? Quels efforts pour innover et concilier compétitivité et durabilité ? Quel soutien des pouvoirs publics ?
- Les pôles de compétitivité agricole : quel premier bilan ? Quels besoins ?
- Les problèmes d'intégration industrielle et d'acceptation sociale des innovations : quelles solutions ?
- Quelle protection fiscale de l'innovation, des nouveaux débouchés ou des systèmes de production plus durables ?

### **Les débouchés non-alimentaires : nouvel horizon de l'agriculture française ?**

- Toutes les conditions sont-elles réunies pour l'émergence de nouvelles filières de biocarburants ? Quelles sont les solutions innovantes en la matière ? Le bilan environnemental des biocarburants a-t-il été correctement évalué ? Quels enseignements tirer des exemples étrangers ? L'objectif fixé de 5,75% d'incorporation d'ici 2010 est-il trop ambitieux ?
- Les effets induits par la réorientation croissante de ressources agricoles vers des débouchés non-alimentaires ont-ils été correctement évalués ? Quels effets sur les prix ? Sur les revenus des agriculteurs ? Sur la protection de l'environnement ?
- Quelles réglementations pour créer une dynamique de développement et soutenir les entreprises françaises qui innoveront ?
- Nouvelle valorisation des agro-ressources : comment en faire un secteur créateur d'emplois ? Faut-il protéger les entreprises naissantes ? Quel soutien nécessaire de la part des pouvoirs publics ? Quelles synergies entre les différents acteurs (pouvoirs publics, organisations professionnelles, entreprises, consommateurs) pour favoriser l'émergence de nouvelles filières ?

### **Président**

**Gérard CÉSAR**, sénateur de la Gironde, président du Groupe d'études sur l'Économie agricole alimentaire

### **Intervenants**

**Jean-Louis BUËR**, directeur général de l'Enseignement et de la recherche, ministère de l'Agriculture et de la Pêche

**Benoît CAMBON**, directeur des Affaires réglementaires, Monsanto

**Michel CLAVÉ**, directeur de l'Agriculture et de l'agroalimentaire, Crédit Agricole SA

**Nicolas FORISSIER**, député de l'Indre, ancien ministre

**Frank GARNIER**, directeur général, Bayer Cropscience France

**Vincent GROS**, président, BASF Agro

**Jean-Marc MEYNARD**, chef du département Sciences pour l'action et le développement, Institut national de recherche agronomique

**Pascal VINÉ**, directeur, Cemagref

**Gérard CÉSAR**, sénateur de la Gironde, président du Groupe d'études sur l'Économie agricole alimentaire

**Antoine HERTH**, député du Bas-Rhin

# Table ronde 1

---

## Instaurer une bonne gouvernance agricole et écologique ?



Le Grenelle de l'environnement a défini des objectifs ambitieux pour l'agriculture française. Outre le cadre réglementaire qui doit être rénové, le gouvernement doit trouver les moyens et la méthode à suivre pour parvenir à les atteindre. Comment réduire l'utilisation des produits phytopharmaceutiques selon des modalités qui restent à définir ? Atteindra-t-on l'objectif de 50% d'exploitations recevant une certification environnementale d'ici 2012 ? La filière agriculture biologique, pourra-t-elle satisfaire la demande intérieure (ce qui implique le passage de l'agriculture biologique à 6% de la surface agricole utile en 2010 et de viser 20% en 2020) ? L'engagement en faveur d'un taux de produits biologiques supérieur à 20% dans la restauration collective est-il réaliste ?

Dans le même temps, la commission européenne dresse un « bilan de santé » de la Politique agricole commune (PAC) qui doit être réformée en 2013. Celle-ci a déjà pu favoriser une promotion des bonnes pratiques agricoles par la prise en compte de critères environnementaux. Cette politique a-t-elle été efficace ? Doit-elle être renforcée ? Les critères d'attribution des aides ont-ils besoin d'un toilettage ?

Le ministre de l'Agriculture a engagé la réflexion sur la définition de nouvelles orientations de l'agriculture française dans ce cadre en organisant les « Assises de l'agriculture », lancées le 5 septembre. La profession agricole, réunie en cinq groupes de travail, participera de la définition de la position de la France sur ces sujets. La présidence française de l'Union européenne au deuxième semestre 2008 doit permettre à la France, première puissance agricole européenne, d'impulser une nouvelle dynamique.

Toutes ces mesures doivent favoriser les bonnes pratiques agricoles et la bonne gouvernance dans ces domaines. Elles s'avèrent particulièrement nécessaires pour permettre la bonne intégration des innovations dans la production agricole. Le cas des OGM l'illustre. Cela passe notamment par un engagement, déjà manifeste des professionnels et un effort d'information du grand public.

### Président



**Antoine HERTH** • Député du Bas-Rhin depuis 2002, Antoine HERTH est membre de la Commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire de l'Assemblée nationale, rapporteur pour avis du budget de l'Agriculture ainsi que du projet de loi d'Orientation Agricole. Président de la Commission nationale de l'agriculture raisonnée et de la qualification des exploitants depuis 2003, il a présidé la mission d'information sur les activités agricoles et la protection de l'environnement. En outre, il a été chargé par le Premier ministre en février 2005 d'une mission sur le commerce équitable qui a débouché sur un rapport formulant 40 propositions. Président du Centre départemental des jeunes agriculteurs (CDJA) du Bas-Rhin en 1993, il a été secrétaire général puis vice-président du Centre national des jeunes agriculteurs (CNDJA) de 1994 à 1998, avant d'être nommé secrétaire général de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) du Bas-Rhin, mandats qu'il a abandonnés en 2002. Antoine HERTH est maire-adjoint d'Artolsheim dans le Bas-Rhin.

### Débats animés par



**Jean-Michel BLIER** • Journaliste, chef du Service politique de France 3, Jean-Michel BLIER co-anime avec Christine Ockrent, *DUEL sur la 3*, magazine politique proposé par la rédaction de France 3.

---

---

## Intervenants



**Jean-Claude BÉVILLARD** • Professeur d'Histoire et de Géographie jusqu'en 2007, Jean-Claude BÉVILLARD est administrateur, secrétaire national de France nature environnement chargé des questions agricoles. Membre du Conseil supérieur d'orientation agricole, il est aussi vice-président de la Frapna Haute-Savoie (Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature), après en avoir été le président de 1988 à 2001. Membre du Conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST) et de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA) de Haute-Savoie, Jean-Claude BÉVILLARD a été conseiller municipal de Thorens-Glières entre 1989 et 2001.



**Vincent PERROT** • Délégué général de la Fédération nationale de l'agriculture biologique des régions de France (FNAB) depuis septembre 2001, Vincent PERROT est généticien des populations et écologue de formation. Successivement sélectionneur de betterave sucrière pour une grande entreprise suédoise, représentant des consommateurs dans les domaines de l'alimentation, de la santé et de l'environnement pour l'association Consommation logement cadre de vie (CLCV), il a été chargé de l'Environnement au Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC) à Bruxelles, et directeur scientifique de la CLCV.



**Gilles POIDEVIN** • Ingénieur agronome (INAPG 1974), Gilles POIDEVIN est depuis 2002, délégué général de l'Union des industries de la fertilisation (UNIFA), organisation professionnelle représentant, aux niveaux national et européen, une quarantaine d'entreprises adhérentes. Il anime une équipe de dix permanents dans les domaines techniques, économiques, agronomiques, environnementaux et administratifs liés à la production et à l'utilisation des engrais destinés à l'agriculture. Maire de Vernouillet, dans les Yvelines, de 2001 à 2005, il a mis en place une charte de développement de l'agriculture périurbaine pour permettre le maintien d'une activité agricole, dans une zone soumise à une forte pression foncière. En 2007, dans le cadre de la politique de développement durable de la filière fertilisation et de gestion responsable des produits, il a créé la société SOVEEA en charge de la collecte et du recyclage des emballages vides d'engrais et d'amendements.



**Guillaume SAINTENY** • Directeur des Études économiques et de l'évaluation environnementale au ministère de l'Écologie, de l'Aménagement et du Développement durables, Guillaume SAINTENY a été directeur adjoint du cabinet du ministre de l'Environnement et membre du Conseil national du développement durable (CNDD). Maître de conférence à l'Institut d'études politiques de Paris, il est administrateur es qualité de plusieurs établissements publics comme l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF), l'Institut géographique national (IGN), l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS), l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) ou d'agences comme l'Agence européenne de l'environnement (AEE). Guillaume SAINTENY est l'auteur de nombreux ouvrages dont notamment « La fiscalité des espaces naturels en France » (LITEC, 1993).



**Nikiforos SIVENAS** • Directeur de la direction Aspects horizontaux du développement rural (direction générale de l'Agriculture et du développement rural) de la Commission européenne depuis 2002, Nikiforos SIVENAS a été responsable de la Concurrence et de l'Agriculture lors des négociations d'adhésion à l'Union européenne de 1998 à 2000. Il a également été membre du cabinet du président de la Commission européenne de 1995 à 1998, du cabinet du commissaire de l'Agriculture de 1993 à 1994, fonctionnaire à la Direction générale du budget lors du premier paquet Delors et à la Direction générale de l'agriculture lors de la réforme de 1992. Nikiforos SIVENAS est également président du Comité STAR (Comité de gestion des structures agricoles).



**Denis TARDIT** • Président de Syngenta Agro SAS France depuis octobre 2003, Denis TARDIT a été responsable Marketing et responsable des Ventes pour les distributeurs nationaux au sein de la Division agrochimique de la société Dow de 1982 à 1986. Il a ensuite rejoint Ciba Geigy en 1986 en tant que responsable des Herbicides céréales puis du Marketing. Il y fut également responsable de la branche Protection des plantes pour la France en 1992 jusqu'à la fusion avec Sandoz. Puis Denis TARDIT s'est rendu au Japon de 1998 à 2003 en tant que président de Novartis Agro puis de Syngenta.



# Table ronde 2

---

## Comment favoriser la compétitivité des alternatives durables ?



Alors que les années 90 se caractérisaient par d'encombrants surplus alimentaires, la fin des années 2000 semble marquée par l'émergence de nouvelles préoccupations. Comment concilier rendements suffisants dans un monde où le cours des matières premières –et notamment agricoles– remonte et souci de l'environnement face à une prise de conscience accrue des ravages d'une agriculture purement productiviste ? De même, l'innovation agricole française, pourtant longtemps pionnière, se laisse désormais distancer dans de nombreuses filières de production comme les biotechnologies ou nanotechnologies. Pour autant, elle n'arrive pas non plus à se positionner sur des marchés de niche, et doit importer une grande partie de la production biologique de pays voisins.

Le bilan de santé de la PAC prévu l'année prochaine et la politique de rupture du gouvernement y compris sur les sujets agricoles –comme réaffirmé par le président Sarkozy lors de son discours au salon Space de Rennes le 11 septembre dernier– seront-ils l'occasion de reformer les us et coutumes d'une des industries les plus performantes du monde (la France est la troisième productrice agricole mondiale) qui assure une bonne part des exportations nationales ?

La durabilité peut également être considérée comme une niche et source de compétitivité. Comment permettre aux exploitations qui prennent en compte cet aspect de se développer ? Faut-il mettre en place une fiscalité incitative ? Où en sont les recherches dans les produits qui permettent de meilleurs rendements sans pour autant affecter l'environnement (comme la chimie verte) ?

Enfin, les nouvelles utilisations des produits agricoles comme les biocarburants permettent d'économiser des ressources non-renouvelables comme les hydrocarbures mais entraîneraient aussi des tensions sur les marchés des ressources agricoles comme le montre la récente crise de la tortilla au Mexique. Des questions se posent aussi sur leur efficacité énergétique. Comment évaluer cette industrie naissante et lui permettre de se développer et de remplir ses promesses ?

Cette table ronde permettra d'aborder les thèmes des modes de production alternatifs et leurs perspectives d'avenir.

### Président



**Gérard CÉSAR** • Sénateur de la Gironde, Gérard CÉSAR est secrétaire du Sénat, vice-président de la Commission des affaires économiques et du plan du Sénat, président du Groupe d'études sur l'Économie agricole alimentaire et du Groupe d'études sur la Vigne et le vin. Il est également membre des Groupes d'études sur la Chasse et la pêche, sur l'Énergie, sur les Forêts et la filière bois, sur la Mer, et sur la Prospective. Il a été député de la Gironde, président de la Chambre départementale d'agriculture de la Gironde et de la Chambre régionale d'agriculture de l'Aquitaine. Gérard CÉSAR est viticulteur de profession, conseiller général et maire de Rauzan.

### Débats animés par



**Jean-Michel BLIER** • Journaliste, chef du Service politique de France 3, Jean-Michel BLIER co-anime avec Christine Ockrent, *DUEL sur la 3*, magazine politique proposé par la rédaction de France 3.

---

---

## Intervenants



**Jean-Louis BUËR** • Directeur général de l'Enseignement et de la Recherche du ministère de l'Agriculture et de la Pêche depuis 2006, Jean-Louis BUËR a été membre de cabinets ministériels, entre 2004 et 2006. Directeur du cabinet de Nicolas Forissier, secrétaire d'État à l'Agriculture, à l'Alimentation, à la Pêche et aux Affaires rurales entre 2004 et 2005, il a été également chargé de mission auprès de Dominique Bussereau et Hervé Gaymard. Directeur général adjoint des services du Conseil régional de Picardie de 2001 à 2004, Jean-Louis BUËR a été directeur adjoint de l'Office national interprofessionnel des vins (ONIVINS) entre 1997 et 2001. Conseiller technique chargé des questions financières au sein du cabinet de Philippe Vasseur, ministre de l'Agriculture, en 1997, il a été attaché agricole au sein des services économiques de l'ambassade de France en Russie de 1994 à 1997.



**Benoît CAMBON** • Il rejoint Monsanto France en 1996 et développe le pôle Affaires environnementales. Début 2007, il est nommé directeur des Affaires réglementaires et devient responsable pour Monsanto Agriculture France de la mise sur le marché des produits phytosanitaires et semences biotechnologiques de l'entreprise.



**Michel CLAVÉ** • Directeur de l'Agriculture et de l'agroalimentaire de Crédit Agricole S.A depuis 2004, Michel CLAVÉ est, par ailleurs, responsable de la Mission développement durable pour le groupe Crédit Agricole depuis 2002. Il est diplômé de Sciences économiques et de l'Institut d'études politiques de Paris.



**Nicolas FORISSIER** • Secrétaire d'État à l'Agriculture, à l'Alimentation, à la Pêche et à la Ruralité de mars 2004 à mai 2005, Nicolas FORISSIER est député de l'Indre depuis 1993. Délégué interministériel aux Industries agroalimentaires et à l'agro-industrie de novembre 2005 à juillet 2007, il est rapporteur du budget de l'agriculture depuis 2007. Membre de la Commission des finances, rapporteur du budget du Commerce extérieur de 1997 à 2003, il a également été vice-président de la Délégation à l'aménagement du territoire et au développement durable. Président du Centre français du commerce extérieur (CFCE, devenu Ubifrance) de mars 2003 à mars 2004, Nicolas FORISSIER a exercé, entre autres, comme gérant d'imprimerie de 1992 à 2004.



**Frank GARNIER** • Directeur général de Bayer CropScience France depuis sa création en juillet 2003, Frank GARNIER, ingénieur agronome (ENSA de Rennes), a occupé auparavant différentes fonctions d'études, de marketing et de direction dans les groupes Roussel-Uclaf, Hoechst Schering AgrEvo, Aventis et Bayer.



**Vincent GROS** • Président de BASF Agro et de BASF Agri-Production depuis 2005, Vincent GROS a été directeur de la Stratégie BASF Agro de 2001 à 2005, président de Compo SA de 1996 à 2001, et chef des Ventes BASF Agro de 1992 à 1996.



**Jean-Marc MEYNARD** • Directeur de recherche à l'Institut national de recherche agronomique (INRA) depuis 1990, chef du département Sciences pour l'action et le développement (SAD) depuis 2003, Jean-Marc MEYNARD est président du Comité français pour le développement de la fertilisation raisonnée (COMIFER) depuis 2007. Agronome spécialiste de l'étude et l'amélioration des pratiques agricoles, il a coordonné la rédaction du rapport de l'INRA, sur les recherches en matière de « Conception de systèmes agricoles innovants » en 2006, et anime aujourd'hui la coordination inter-départements sur le sujet. De 1979 à 1990, il a été enseignant-chercheur au sein de la chaire d'Agronomie de l'Institut national agronomique Paris-Grignon (INAPG).



**Pascal VINÉ** • Directeur général de l'Institut de recherche pour l'ingénierie de l'agriculture et de l'environnement (Cemagref) depuis mars 2007, Pascal VINÉ est docteur en sciences et ingénieur en chef du génie rural, des eaux et des forêts. Il a été conseiller technique pour l'Agriculture et la Pêche aux cabinets de Jean-Pierre Raffarin et de Dominique de Villepin entre 2005 et 2007. Conseiller spécial au cabinet de Dominique Bussereau, ministre de l'Agriculture, de 2004 à 2005, il a également été conseiller technique chargé des Productions animales au cabinet du ministre de l'Agriculture, Hervé Gaymard, entre 2003 et 2004. Chargé de mission au sein du ministère chargé de la Réforme de l'État, de 2001 à 2003, Pascal VINÉ a précédemment été chef d'une mission organisation-méthodes au ministère de l'Agriculture entre 2000 et 2001. Chef de service à la Direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt de l'Eure de 1998 à 2000, Pascal VINÉ a été enseignant, puis chercheur, au sein du Laboratoire commun de télédétection Cemagref-Engref à Montpellier de 1989 à 1998.

---



### D'un côté

- la baisse inquiétante des stocks de blé et de maïs au niveau mondial,
- l'envolée des prix des matières premières agricoles entraînant l'augmentation du prix de certains aliments (+30% pour les pâtes, +15% pour le pain),
- la nécessité de doubler d'ici 20 ans la production agricole mondiale pour faire face à la croissance démographique, l'évolution des habitudes alimentaires et le développement des biocarburants,
- la nécessité d'évoluer vers une agriculture toujours plus respectueuse de l'environnement,
- l'influence des changements climatiques sur la production agricole mondiale.

### De l'autre

- le durcissement et le renforcement parfois injustifiés des réglementations encadrant l'activité agricole et en particulier celle sur les OGM et les produits de protection des plantes en Europe et en France,
- l'application parfois restrictive du principe de précaution,
- la dictature des marchands de peur et leur impact sur l'opinion publique,
- la perte de confiance dans la science et sa capacité à résoudre les problèmes,
- la remise en cause de l'acte même de production,
- la méconnaissance du progrès déjà réalisé par l'agriculture dans le domaine du développement durable.

Difficile pour le Grand Public de se faire une opinion au milieu de ces contradictions apparentes. A 90%, les Français souhaitent une agriculture forte permettant l'indépendance alimentaire (sondage Opinion Way, octobre 2007) mais ils sont presque autant à se défier des outils modernes (OGM, Produits phytopharmaceutiques)

### Les véritables questions restent posées

Quel est le projet agricole français et européen ?

Quelles sont nos priorités : pouvoir d'achat ? production locale ? aménagement du territoire ? compétitivité ? protection de l'environnement ? indépendance alimentaire ?

Seule une clarification indispensable permettra de faire les bons choix stratégiques pour l'avenir.

BASF Agro, pour sa part, est depuis longtemps conscient de ses responsabilités sociétales mais aussi des enjeux de l'agriculture au niveau mondial : les conditions climatiques de l'année 2007 ont rappelé de façon spectaculaire l'utilité des produits de protection des plantes (sans eux cette année en France, pas de récolte de pommes de terre ou de vendanges de qualité).

Il est possible de résoudre l'équation complexe qui consiste à produire une alimentation de qualité tout en respectant l'environnement et la santé des consommateurs et des agriculteurs. Pour cela, il est indispensable de poursuivre les démarches de progrès déjà initiées et en développer de nouvelles : cela passe par la recherche coûteuse de nouveaux produits de protection des cultures (200 millions d'euros en moyenne pour couvrir toutes les études d'une molécule), par le développement et la vulgarisation d'outils d'aide à la décision pour encore mieux raisonner l'utilisation des pesticides, par des mesures concrètes et efficaces pour préserver l'eau et la biodiversité (bandes enherbées, implantation de haies et de jachères apicoles) et par la formation permanente des acteurs de la filière.

L'innovation, loin d'être LE problème, est une partie incontournable DES solutions à mettre en œuvre.



The Chemical Company

**BASF Agro** • 21, chemin de la Sauvegarde • 69134 Ecully Cedex  
Tél : 04 72 32 45 12 • Fax : 04 78 34 28 86

---

Avec le concours de



**FÉDÉRATION  
DU CRÉDIT MUTUEL  
AGRICOLE ET RURAL**

**Commissariat général**



5, rue de Milan • 75009 Paris  
Tél.: 01 44 91 58 50  
Fax : 01 44 91 58 51  
[www.mmconseil.com](http://www.mmconseil.com)

